



Vers une grève des chauffeurs d'autobus le 15 mai prochain

Le 1^{er} mai dernier, les chauffeurs d'autobus syndiqués à la CSN annonçaient leur intention de déclencher une grève d'une journée le 15 mai prochain.

Quelque 2 170 conductrices et conducteurs, 44 syndicats, 32 commissions scolaires impliquées, 110 000 élèves touchés : que ce soit de près ou de loin, plusieurs d'entre vous serez concernés par ce mouvement. Pour mieux comprendre ce qu'il en est, *Le Champlain* s'est entretenu avec Stephen P. Gauley, le président du Secteur du transport scolaire (STS) de la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN).

Le nerf du conflit, c'est l'amélioration des conditions de travail. Saviez-vous que les conducteurs d'autobus scolaires gagnent en moyenne 19 288 \$ par année ? C'est environ 8,5 % de moins que pour des emplois comparables dans le secteur privé du transport. Et l'écart ne cesse de se creuser au fil des ans.

Stephen P. Gauley précise que dans certaines régions, le taux horaire est à peine plus élevé que le salaire moyen. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux n'ont aucuns avantages sociaux : pas d'assurances collectives, pas de régime de retraite. Et, contrairement à la rumeur qui veut que ce soient surtout des retraités qui conduisent les enfants à l'école pour « se tenir occupés », M. Gauley indique que seulement

Suite en page 4

L'édito du Président



Ateliers éducatifs Angus : appelons un chat, « un chat »

Les promoteurs du Technopôle Angus, à Montréal, proposent de céder un terrain à la CSDM pour la création d'un nouveau projet d'école communautaire : bienvenue aux Ateliers éducatifs Angus, une école publique, mais gérée comme une école privée !

Le projet, subventionné à 100 % par l'État, bénéficierait des mêmes transferts et budgets que les écoles des autres quartiers. L'école serait gratuite pour tous et elle serait dédiée aux enfants du quartier.

Par contre, la Commission scolaire n'aurait aucun mot à dire ni sur les dépenses, ni sur les services offerts, ni même sur l'embauche du personnel enseignant, du personnel de soutien ou du personnel administratif. Ces tâches reviendraient plutôt à un conseil d'administration, regroupant des gens de la communauté, et non pas à un conseil d'établissement. Pourquoi tout ceci ? Pour permettre à cette « école de rêve » (tiens, une autre !) d'être bien ancrée dans le milieu.

Pour le bien de la réflexion, je vais mettre de côté mon chapeau syndical, les aspects de convention collective intimement liés à ce projet et même tous les aspects légaux. Car nous savons fort bien qu'un simple décret gouvernemental peut lever ces embûches pour permettre à, disons un projet-pilote, d'aller de l'avant.

Soyons clairs : les écoles à charte, car c'est bel et bien le modèle proposé pour les Ateliers éducatifs Angus, constitueraient un recul social important et

non pas une innovation. Comme prof, comme citoyen et comme parent, je ne peux accepter qu'une telle brèche vienne fragiliser davantage le réseau public. Je m'explique.

Ce n'est pas un hasard si ce projet voit le jour

dans un milieu favorisé comme le quartier Angus, quoi qu'en disent les penseurs et les promoteurs. Les écoles à charte américaines, au cœur du problème de la ségrégation scolaire aux États-Unis, sont aussi implantées dans des quartiers cossus. Bien sûr, dans ces milieux, les parents participent à la vie de l'école et la communauté y joue un rôle prépondérant.

Maintenant, un tel projet pourrait-il voir le jour dans un milieu défavorisé où seulement rejoindre les parents constitue un défi ? Cela serait-il possible dans un quartier pluriethnique où le français est la troisième langue et où les familles n'y sont que de passage ? Vous connaissez la réponse.

Dans un tel projet, y aurait-il des classes d'accueil ? Des classes spéciales ? Bien sûr que non, le conseil d'administration ne ferait pas ce choix onéreux ! On préférera intégrer les élèves...

Alors que le Conseil supérieur de l'éducation sonnait déjà l'alarme en 2016 quant à l'iniquité grandissante au sein du réseau de l'éducation pour les jeunes Québécois, un tel projet introduirait une quatrième vitesse, pour ceux qui auraient la chance d'habiter dans « le bon quartier »...

Éric Gingras





« Des raisons d'espérer un monde meilleur »

De jeunes ambassadeurs au colloque EVB-CSQ

À l'Université Laval, se tenait, le 18 avril dernier, le colloque du 25^e anniversaire du mouvement EVB-CSQ. Pour l'occasion, un jeune ambassadeur de chacune des régions administratives a été sélectionné. Notre région était donc fièrement représentée par Laurent Dupuis, élève de 5^e secondaire de l'école Mgr-A.-M.-Parent.

En plus d'assister à de nombreux ateliers, la délégation de jeunes ambassadeurs avait la tâche de remettre les cartes de souhaits « pour un avenir meilleur » aux députés de l'Assemblée nationale. Soulignons que l'école secondaire André-Laurendeau a reçu un prix pour sa participation à l'activité.

La conférence de l'explorateur Jean Lemire a démarré les festivités en force. Biologiste, ornithologue et cinéaste, il a su nous émouvoir avec ses récits et sa grande lucidité. Après avoir réussi, à deux reprises, le passage du Nord-Ouest aux commandes du voilier *Sedna 4*, il était présent pour nous rappeler l'urgence d'agir face aux changements climatiques. Les images saisissantes d'un océan Arctique dépourvu de glace ne laissaient planer aucun doute sur la véracité de ses propos. M. Lemire a aussi souligné le travail hors du commun du personnel scolaire et il a rappelé, qu'à défaut d'avoir laissé à nos descendants une planète en santé, nous leur avons légué de superbes valeurs sociétales qui pourraient faire une différence.

Plusieurs organismes étaient présents pour offrir leur expertise dans les milieux scolaires, dont Oxfam Québec, Amnistie internationale, le projet « électeurs en herbe » et le projet « Un arbre - Une vie ».

Sandra Boudreau
Coordonnatrice

RÉACTION DU MINISTRE FACE À LA VIOLENCE DANS LES ÉCOLES



Le Comité des jeunes du Syndicat vous invite aux séances d'information suivantes sur l'assurance-emploi :

Section des Patriotes (enseignant) et Marie-Victorin

Lundi 28 mai 2018 à 16 h 30
École secondaire André-Laurendeau (cafétéria)
7450, boul. Cousineau, St-Hubert, J3Y 3L4

Section des Patriotes (soutien)

Lundi 28 mai 2018 à 19 h 30
Syndicat de Champlain
Salle L.-Bergeron
7500, chemin de Chambly, St-Hubert, J3Y 3S6

Inscrivez-vous dès maintenant à : syndicatchamplain.com

Pour la section Salaberry, une séance aura lieu le 13 juin à 17 h. Détails et inscriptions à venir sous peu. Mettez la date à votre agenda !

Je relis pour la vie

Pour une 7^e année, une vente de livres neufs et usagés au profit de Leucan Montérégie aura lieu dans les bureaux du Syndicat de Champlain.

Il y aura des livres de 1 \$ à 7 \$ pour toute la famille. L'événement a permis d'amasser plus de 2 000 \$ l'an dernier. L'objectif est de dépasser ce montant pour cette année !

Le samedi 2 juin 2018 de 9 h à 16 h
et le dimanche 3 juin 2018 de 9 h à 15 h,
au 7 500, chemin de Chambly, à Saint-Hubert.

Pour plus de détails, consultez la page Facebook @Je relis pour la vie





Une pomme, une orange et des garçons

Nous avons tous été secoués par les résultats sur le taux de diplomation rapportés par Mia Homsy, directrice de l'Institut du Québec. Un institut mis en place par le Conference Board et HEC Montréal, doit-on le rap-peler, et dont le président est l'ex-ministre libéral Raymond Bachand. Bien entendu, cela ne change pas l'importance des thèmes qui ont été abordés dans ce rapport. Toutefois, ça



Photo : aedka123 / 123RF

permet de les mettre en perspective. Étonnamment, le rapport de Madame Homsy nous indique que le taux de diplomation au Québec est de 64 % alors que par le passé, on a toujours parlé d'un taux variant autour de 80 %. Vou-lant nous comparer avec l'Ontario, cette dernière ne tient ainsi compte que des cinq années du secondaire.

« Or, même en prenant en compte les 20 % d'enfants qui fréquentent une école secondaire privée au Québec – c'est moins de 5 % dans les autres provinces –, la performance globale du Québec reste en deçà des autres provinces canadiennes avec un taux de diplomation sous la barre des 68 % », écrira Jessica Nadeau dans son article sur le rapport de Mia Homsy, paru dans *Le Devoir* du 2 mai 2018.

Hum... comment dire ? Le fait d'isoler la performance des enfants allant au privé peut sembler avoir peu de poids sur le pourcentage final. Mais c'est ignorer volontairement l'influence positive qu'ils auraient sur les autres élèves en classe ordinaire, de là l'importance des

classes équilibrées.

La structure de notre système d'éducation est ainsi bâtie que les secteurs de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle (qui accueille des élèves n'ayant pas terminé la cinquième secondaire) permettent à plusieurs d'acquérir un diplôme avant l'âge de 20 ans. Faire fi de ces secteurs importants et de leur travail, c'est couper court.

Alors, quand madame Homsy ne souligne pas qu'en Ontario, les élèves doivent terminer une douzième année plutôt qu'une onzième année comme au Québec pour obtenir un diplôme, elle compare une pomme avec une orange ! C'est sans compter également la note de passage qui est de 50 % dans la province d'à côté.

Fort heureusement, l'écart trop impor-tant qui existe entre les filles et les garçons n'a pas été imputé à la proportion plus élevée de femmes en éducation.

Il est d'ailleurs intéressant de souligner une étude, publiée en 2014, qu'a rap-pelée à nos mémoires Patrick Lagacé, dans *La Presse* du 4 mai 2018, par un

article intitulé « Des garçons et des écoles ». On y apprend qu'« en analysant 369 études scientifiques portant sur les notes d'un million de garçons et de filles, dans 30 pays, depuis des décennies, les Voyer – collègues et époux – ont constaté une vérité contre-intuitive...

« Les filles ont toujours eu plus de succès à l'école.

« [...] "Ce n'est ni un

problème québécois ni un problème nouveau. Les 369 études que nous avons analysées remontent aussi loin qu'il y a 100 ans", dit Daniel Voyer. »

Pour en revenir à madame Homsy, au taux de diplomation, à l'écart entre filles et garçons, elle a des solutions. Mais je crois qu'elle s'est grandement inspirée du livre du ministre Proulx !

Premièrement, pas un mot sur le financement public des écoles pri-vées et sur l'exode de plusieurs élèves. Deuxièmement, ce ne serait pas une question de financement, l'Ontario et le Québec se comparant, semble-t-il... Mais l'auteur du rapport a choisi de taire les coupures d'un milliard de dol-lars des dernières années. « Le problème semble tenir davantage aux façons de faire actuelles et au choix des mesures et des programmes mis en place pour améliorer la diplomation. »

Comment améliorer la situation alors ? Le rapport propose la mise en place de la maternelle à 4 ans, l'obligation d'aller à l'école jusqu'à 18 ans, la création d'équipes spécialisées dans la lutte contre le décrochage scolaire dans chaque école, la flexibilité et la souplesse du système scolaire, l'importance de la formation continue des enseignants, de l'évaluation de la performance et la présence d'un ordre professionnel des enseignants, et une prise de décision basée sur les pratiques probantes soutenues par la recherche !

Et pour les garçons, maintenant, on fait quoi ?

Mireille Proulx
Coordonnatrice

Décrochage et diplomation

MISE EN

DES PATRIOTES ENSEIGNANT

DES PATRIOTES SOUTIEN

MARIE-VICTORIN ENSEIGNANT

SALABERRY ENSEIGNANT

VALLEÉ-DU-ROUILLON SOUTIEN

INSCRIPTIONS

CALENDRIER

DÉCROCHAGE ET DIPLOMATION

3 mai 2018



Institut du Québec

Rapport tiré de l'Institut du Québec – un texte de Pierre Dubuc, initialement paru dans l'Act/Journal.

En ce mercredi 2 mai, tous les médias accordent une grande importance à un rapport sur l'éducation produit par l'Institut du Québec, un groupe de recherche qui est une filiale du Conference Board du Canada et HEC Montréal. « Décrochage scolaire au Québec dernier de classe », titre *Le Devoir*. « Faibles taux de diplomation malgré le financement », proclame *La Presse*.

« Diplomation : l'Ontario fait mieux que le Québec pour le même prix », cartonne *Radio-Canada*. À en croire les titres de *La Presse* et *Radio-Canada*, le rapport financièrement optimiste de notre système d'éducation ne tient pas la route des déficiences du système scolaire. C'est donc une étude qui vient à l'encontre de ce que le gouvernement fédéral nous a dit à la veille de la campagne électorale. Voilà qui semble bien ! Et n'est pas étonnant quand on sait que l'Institut de recherche est dirigé par l'ancien ministre libéral Raymond Bachand.

Ces données devraient alimenter notre réflexion. Selon l'Institut, le taux de diplomation sur cinq ans au secondaire est de 64% au Québec (sur les données qui fréquentent une école publique). Mais ces résultats ne tiennent pas compte des résultats du réseau privé et des données sur les taux de diplomation des élèves de 19 à 24 ans (publiés dans le rapport de 2018).

Pour poursuivre la réflexion sur le sujet, consultez l'article de Pierre Dubuc, « Décrochage et diplomation – Rapport biaisé de l'Institut du Québec » à syndicatchamplain.com

Vers une grève des chauffeurs d'autobus le 15 mai prochain (suite)

13 % des conducteurs sont des retraités.

« La grève du 15 mai prochain pourrait être suivie d'un débrayage si rien ne se règle d'ici là, puisque les membres ont voté en faveur d'un mandat de grève de six journées. »

Même si plusieurs négociations se poursuivent entre les différents syndicats locaux et les transporteurs, le STS a choisi de mener de front la lutte pour l'obtention de meilleures conditions, d'où le tour de force du débrayage du 15 mai prochain, signe de toute la détermination et de la solidarité des chauffeurs dans ce dossier, insiste Stephen P. Gauley.

« Ça fait beaucoup trop longtemps que ça traîne. D'une année à l'autre, d'une négociation à l'autre, rien ne se règle vraiment. Cette fois, avec les syndicats regroupés, nous nous attaquons au cœur du problème, le financement du service de transport scolaire. Nous avons une bonne écoute du ministre [de l'Éducation], mais aucun retour. Et à la veille des élections, c'est le temps de bouger. Si on avait eu des rencontres pour faire avancer le dossier, on n'en serait pas là. »

Une roue qui tourne

Les commissions scolaires reçoivent, du gouvernement, du financement pour le transport scolaire. Puis, elles vont en appel d'offres auprès des transporteurs privés pour donner ce service. En bout de ligne, la marge de négociation financière est mince et ce sont les employés qui écopent.



Photo : Communications CSN

Or, même si le gouvernement finance initialement le transport scolaire, il ne veut pas être reconnu comme le véritable employeur. Imaginez négocier dans ces conditions, alors que tout le monde se renvoie la balle. « C'est une roue qui tourne. Là, c'est assez ! »

Les syndicats regroupés au sein du STS réclament donc une enveloppe budgétaire supplémentaire, fermée, qui serait exclusivement dédiée à l'amélioration des conditions de travail des employés. Cette solution proposée par le STS est inspirée de ce qui s'est fait, il y a quelques années, en Ontario alors également aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre.

Le STS réclame plus de 26 millions de dollars, soit une somme qui représenterait environ 2 675 \$ par année pour chacun des 10 000 conducteurs à travers le Québec. Cette solution permettrait de réajuster les salaires et ainsi pallier à la pénurie de main-d'œuvre.

« Dans certaines régions, il y a des retards dans des circuits, d'autres ne sont carrément pas faits. On a vraiment at-

teint une limite. Les commissions scolaires font toujours plus de demandes, avoir des GPS, des caméras et d'autres exigences, mais le financement ne vient pas avec ces demandes. Les répercussions sur nos membres sont grandes. Imaginez, les commissions scolaires voulaient donner des pénalités et des amendes pour les circuits qui ne sont pas faits ! Qui va payer pour ça vous pensez ? Il faut que tous les intervenants arrêtent de se mettre la tête dans le sable ! »

Sans compter que si l'augmentation de la violence (verbale et physique) chez les élèves et les troubles de comportement se font sentir pour le personnel enseignant et de soutien scolaire, ces problèmes ne s'envolent pas une fois la porte de l'autobus refermée !

« Ce qui est incroyable, et c'est vrai à la grandeur de la province, c'est le peu de respect dont les commissions scolaires font preuve à l'égard des conducteurs d'autobus scolaire ! » À suivre donc !

Maude Messier

**Tarifs de groupe exclusifs.
Exclusivement pour vous.**

Obtenez une soumission et économisez
1 888 476-8737
csq.lapersonnelle.com

La Personnelle désigne La Personnelle, assurances générales inc.
Certaines conditions, exclusions et limitations peuvent s'appliquer.

Les protections RésAut
Centrale des syndicats du Québec
Assurances auto, habitation et entreprise

Assureur choisi par la CSQ

laPersonnelle
Tarifs de groupe. Service unique.